JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 90 (1949), p. 74-80

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1949__90__74_0>

© Société de statistique de Paris, 1949, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

VIII

BIBLIOGRAPHIE

La Région, par F. Louis Closon, Compagnon de la Libération, Commissaire honoraire de la République.

Notre collègue, M. Closon vient de publier un livre, petit de volume mais très dense d'idées, qui constitue un plan magistralement conçu de réforme de l'administration française. Cet ouvrage mérite d'être lu par tous ceux, fort nombreux, qui s'intéressent au relèvement de notre pays; ils prendront certainement un vif intérêt à cette étude, écrite dans une belle langue, dépouillée de tout artifice, d'une concision et d'une justesse d'expression, qui en rendent la lecture aisée et très agréable. L'auteur y fait preuve d'une courageuse hardiesse, ce qui ne surprendra pas ceux qui savent comment il se comporta sous l'occupation.

Dans la première partie de cet ouvrage, ayant pour titre *Révolution industrielle et conservatisme administratif*, M. Closon montre d'une façon lumineuse que, dans la société moderne, dont la structure a été complètement modifiée, grâce aux prodigieux progrès scientifiques et techniques, l'administration reste figée, alourdie, sans souffle et sans efficacité. Avec une remarquable sûreté de diagnostic il met le doigt sur les causes de cette déplorable situation, s'exprimant ainsi : « Le manque d'imagination, la paresse intellectuelle qui se refuse aux analyses, la force des vieilles habitudes et la puissance des intérêts particuliers, aisément unis dans l'opposition ont, jusqu'à ce jour, paralysé toute réforme profonde de l'appareil administratif. » Mais il ne se borne pas à formuler des critiques, il ne cesse de construire et commence par donner de la politique une définition qui, à elle seule, résume tout l'esprit de son livre. « C'est, dit-il, l'impulsion que le gouvernement donne au pays par les moyens dont il dispose, au premier rang de ces moyens vient l'administration », et il ajoute : « L'administration n'est pas une fin en soi, elle est seulement un moyen; la question doit être posée à chaque instant si l'instrument est adapté à la tâche à surmonter. »

La réforme de l'État français présente un caractère de nécessité d'autant plus urgente que ses attributions ont été considérablement accrues, qu'il est parvenu à

concentrer dans ses mains des fonctions multiples et variées et à devenir un organisme gigantesque. M. Closon, qui paraît considérer la politique comme une science expérimentale, en conclut que toute réforme administrative qui ne tiendrait pas compte de l'expérience serait vaine construction sur le sable.

L'exercice de l'autorité, problème capital dans une démocratie, et peut-être le plus difficile à résoudre, a retenu toute sa profonde attention : « Que l'autorité soit discutée, que son exercice soit mal organisé, dit-il, le gouvernement n'est pas obéi, la volonté du parlement n'est pas exécutée, les tâches générales et particulières que comporte le service de la collectivité ne peuvent être menés à bien. » Aussi est-ce à l'organisation de l'exercice de l'autorité que l'auteur consacre une bonne partie de ses efforts constructeurs. Dispersée sur quatre-vingt-dix préfets l'autorité gouvernementale reste impuissante, une concentration sur un nombre restreint de personnes s'impose inéluctablement et c'est pour qu'elle puisse assurer pleinement son exercice que notre collègue demande la substitution de grandes régions naturelles aux départements artificiels et la fixation de leur nombre à vingt environ, sans excéder vingt-cinq. « La région, précise-t-il, doit rassembler les territoires qui peuvent être soumis à la même impulsion. »

La deuxième partie du livre est consacrée au projet d'administration régionale. Durant le demi-siècle qui a précédé la dernière guerre, les questions de régionalisme et de décentralisation avaient fait couler beaucoup d'encre sans toutefois sortir hardiment du domaine artistique, littéraire et folklorique, sans aboutir, en ce qui concerne le problème administratif à une solution aisément réalisable et suffisamment féconde. Depuis quelques années l'étude de ce problème a fait un grand pas et l'on peut dire que M. Closon a contribué dans une large mesure à sa solution. Après avoir montré d'une façon pertinente les inconvénients que présenterait la délégation à des activités locales, il expose la structure à donner aux administrations de province, le rôle futur du Commissaire régional de la République et de ses collaborateurs immédiats : secrétaires généraux et directeur du cabinet, la manière dont ils doivent assurer la coordination de l'activité des services régionaux, la liaison avec les autorités politiques, parlementaires, élus locaux, chefs régionaux de grandes organisations nationales et professionnelles. Parlant d'un sujet qui intéresse plus particulièrement les membres de la Société de Statistique de Paris : l'établissement des statistiques, il s'exprime de la façon suivante : « La centralisation, qui caractérise l'administration du pays et s'étend à tous les domaines, tend à confondre dans des statistiques globales, dans une information unique, l'activité économique de l'ensemble du pays; alors que le pays est économiquement divers, sa diversité est confondue dans une synthèse abstraite qui ignore la différenciation des intérêts. A la tête de l'économie de la région, le secrétaire général pour les affaires économiques, appuyé par le Commissaire régional de la République, secondé par les spécialistes de la statistique et des études économiques, peut et doit dégager constamment l'évolution économique propre à sa région, sa conjoncture économique. »

L'une des parties les plus importantes de la réforme préconisée par M. Closon est relative au maintien et à la transformation de l'échelon administratif de l'arrondissement, qui deviendrait la cheville ouvrière de l'Administration française. Cette circonscription territoriale est taillée à la mesure d'un homme, le sous-préfet, et celui-ci ayant la possibilité de rester en contact permanent avec la population, deviendrait effectivement le représentant du gouvernement et des ministres auprès des communes, restant elles-mêmes les cellules administratives fondamentales.

Lorsque cette grande réforme aura été réalisée, les petites villes chefs-lieux d'arrondissement qui, jadis, étaient animées d'une vie plus ardente, comme en témoignent les nombreux et importants monuments publics ainsi que les monographies de leurs historiens, renaîtront à une existence plus active, plus utile à la collectivité nationale. Le décongestionnement de la capitale et des grandes villes commencera à se faire sentir, le fonctionnaire se rapprochera de l'administré, pour le plus grand bien de l'un comme de l'autre. Ce sont tous deux des hommes et, à ce point de vue, l'ouvrage de M. Closon se recommande par son caractère profondément humain : l'homme

n'est pas considéré par lui comme une pièce interchangeable de machine, mais comme un être ayant sa personnalité propre, qu'un chef digne de ce nom aide à se dégager, à se développer. Le mot « démocrate » n'est pas, pour l'auteur de *La Région* un simple terme de slogan mais signifie la forme la plus humaine que doit prendre un régime politique.

Marcel Luc-Verbon.

***

Le Revision comptable, par MM. Fain (B.) et Faure (V.), un vol. in-8, Payot, Paris, 1948.

Le traité sous revue comprend en fait quatre parties. La première a pour objet la technique spécifique de la revision (chap. I, IV et V); la seconde les principes et pratiques du contrôle interne (ou à demeure) (chap. II et III); la troisième de l'évaluation des postes du bilan et de la comptabilisation de certains droits constatés (chap. VI, VII et VIII); enfin la quatrième les règles juridiques applicables aux expertises amiables, judiciaires et légales (IIme partie).

Les Ire et IVme parties sont de loin les plus originales. M. Fain avec son expérience consommée, analyse les processus de la revision avec une clarté et une abondance dans le détail tout à fait exceptionnels. On trouvera dans ces pages substantielles tous les trucs du métier; le praticien le plus expérimenté ajoutera à son savoir, ce qui n'est pas peu dire. Quant à M. Faure auquel est due la IVme partie, on peut affirmer qu'il a résumé en quelque 130 pages tout ce qu'il convient de connaître en cette délicate matière.

Les IIme et IIIme parties se présentent à la fois comme un traité abrégé d'organisation et comme un précis de comptabilité. Ils semblent avoir été détachés d'un ensemble beaucoup plus vaste. D'où une sorte de déséquilibre avec le surplus du livre.

Cette édition, qui vient combler une évidente lacune, sera rapidement épuisée. Souhaitons à M. Fain de compléter son livre et de fournir au lecteur des renseignements sur la pratique de la statistique (*ratios* ou *quotas*) qui peuvent aiguiller l'esprit sur la découverte de certaines anomalies. Tel quel le traité reste excellent. Il sera demain le bréviaire de nos jeunes reviseurs.

***

Nutrition in Industry, publication du Bureau International du Travail, Montréal 1946.

Les problèmes que pose l'alimentation des travailleurs ont depuis longtemps préoccupé l'Organisation Internationale du Travail et fait l'objet de nombreux rapports publiés par le B. I. T. Le présent ouvrage donne à cette matière un intérêt renouvelé car il survient, non seulement après que d'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de la diététique, mais surtout à la fin d'une guerre qui a contraint la plupart des gouvernements à consacrer une attention accrue à la consommation des vivres. On trouve ici trois études sur l'alimentation des ouvriers de l'industrie qui traitent en effet principalement de la période de guerre et concernent respectivement le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Chez ces trois belligérants la question se posait et a été résolue sensiblement de la même manière, compte tenu toutefois des différences dans les habitudes alimentaires, dues à des modes de vie traditionnels, et au fait que la Grande Bretagne devait subir des restrictions plus sévères. L'expansion considérable de l'industrie, pour faire face aux besoins immenses des armées modernes en matériel et en munitions, amena la création d'usines dans des endroits isolés dépourvus de facilités

d'approvisionnement et la congestion des centres industriels déjà existants. D'autre part la main-d'œuvre auquel il était fait appel était surtout constituée par des femmes, des ouvriers âgés, de très jeunes gens et des adultes inaptes au service militaire, personnes dont la santé devait être particulièrement ménagée. Or, tandis que le ravitaillement devenait plus difficile à assurer à des masses accrues de travailleurs, des préoccupations de productivité exigeaient qu'un effort soutenu leur soit demandé dans des équipes se relayant incessamment de jour et de nuit.

Il fallait donc s'efforcer de procurer aux ouvriers des repas sur le lieu même de leur travail par la multiplication des cantines fixes ou mobiles, des « cafeterias » (où l'on se sert soi-même) et d'autres commodités similaires.

Il apparut nécessaire aussi de veiller à ce que la nourriture fournie sur place, et même consommée au dehors par les ouvriers, présente une répartition équilibrée entre les différents éléments que la science de la nutrition considère comme indispensables au bon fonctionnement de l'organisme.

Là est la principale nouveauté des mesures prises, car si des cantines ou des pièces réservées aux repas existaient déjà dans de nombreuses usines on ne s'était guère préoccupé jusqu'ici des régimes alimentaires.

Il est certain, quoique aucun des renseignements chiffrés cités dans ce livre soit absolument probant, qu'il existe une corrélation entre la fatigue, les accidents, l'absentéisme d'une part, et d'autre part une nourriture défectueuse. Il ne suffit pas de donner au corps humain le nombre de calories que requièrent ses dépenses en énergie, mais les fonctions de croissance et de réparation exigent des protéines et à un moindre degré du calcium, du phosphore, du fer; il faut pour assurer les fonctions régulatrices essentielles dont dépend l'équilibre physique et moral de l'individu l'action encore mystérieuse de certaines vitamines. Cependant les enquêtes effectuées à ce sujet ont révélé que les régimes alimentaires des ouvriers ne répondaient pas le plus souvent aux exigences du bien-être physique et que des revenus accrus n'étaient pas la garantie d'une alimentation améliorée.

Dans ces conditions les gouvernements des trois pays allaient intervenir, mais plus souvent pour offrir des conseils et le concours de techniciens de la nutrition que pour donner des ordres. L'appareil législatif peu développé qui prescrit des rations supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs ou la création de cantines dans les établissements d'une certaine importance ou encore la distribution de lait aux ouvriers manipulant des matières toxiques a eu moins de part dans les résultats obtenus que les organismes consultatifs et de propagande où collaboraient les différents départements ministériels s'occupant du travail, du ravitaillement et de la santé publique. De la part des patrons et des ouvriers un accueil très favorable a été fait à toutes les mesures préconisées. On a pu ainsi, par la distribution d'opuscules à buts éducatifs, convaincre des ouvriers, qui étaient encore nombreux, à prendre leurs repas chez eux, d'avoir à modifier leurs habitudes quant à la préparation des aliments et à la composition des menus. Un tel résultat eût peut-être été difficile à obtenir en dehors des pays anglo-saxons.

La guerre terminée il ne semble pas que ces réalisations doivent être abandonnées. Les industriels consultés à ce sujet ont fait en général connaître leur intention de maintenir et de développer les cantines créées pendant la guerre. Parmi les changements survenus dans les habitudes alimentaires, si certains étaient involontaires (rationnement), les autres réalisaient de véritables améliorations et ont des chances de demeurer. Ce n'est même qu'avec le temps qu'il sera possible d'en tirer tous les avantages que l'on attend. Les bonnes habitudes alimentaires n'ont pas des effets immédiats, ne sont pas encore suffisamment généralisées et la diététique doit réaliser de nouveaux progrès. La documentation statistique sur l'alimentation des travailleurs et sa répercussion sur la productivité, les accidents du travail et l'absentéisme est trop récente et trop fragmentaire pour aider beaucoup les chercheurs. Tels quels les tableaux que contient l'ouvrage et qui ont trait surtout au développement des cantines, au nombre de repas servis par elles et aux résultats d'enquêtes alimentaires (lieux de consommation et heures des repas, denrées consommées par groupes de

revenus, valeur énergétique et nutritive des rations) sont cependant fort intéressants.

Améliorer l'alimentation est un objectif du temps de paix comme du temps de guerre; la santé des travailleurs, la productivité des entreprises et le climat moral dans lequel elles doivent fonctionner en dépendent. Il n'est pas jusqu'aux agriculteurs qui ne puissent se réjouir de voir s'ouvrir des marchés larges et stables pour les denrées agricoles dans la clientèle des cantines d'entreprise. Le monde peut connaître à nouveau des crises de mévente et la solution pour réaliser l'équilibre économique ne serait-elle pas alors plutôt d'accroître la consommation que de diminuer la production, ainsi que le faisait déjà remarquer en 1935 le directeur du B. I. T.

A. Néel.

IX

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

du 1er novembre au 31 décembre 1948.

I. — Complément à la liste des publications périodiques.

(Périodicité inférieure à une année.)

France		
Bulletin trimestriel de l'Institut des Actuaires français.	Institut des Actuaires français.	Trimestr.
Allemagne		
Bulletin économique mensuel.	G. M. Z. F. O.	Mensuel.
Argentine (République)		
Boletin de la Direccion general de Investigaciones, Estadistica y Censos.	Provincia de Santa-Fé.	Mensuel.
Brésil		
Resenha economica mensal.	Banco do Brasil.	Mensuel.
Espagne		
Anales de Economia.	Instituto de Economia.	Trimestr.
Italie		
Giornale di Matematica finanziaria.		Semestr.

II. — Publications annuelles et autres publications officielles.

France		
Documents relatifs aux chèques postaux.	1948.	1 fasc.

AUSTRALIE		
New South Wales statistical Register :	1945-1947.	3 vol.
Part I. — Rural Industries, Settlement, Meteorology.		
II. — Factories and Works.		
V. — Population and Vital Statistics.		
AUTRICHE		
Linz baut auf.	1948	1 fasc.
Statistisches Taschenbuch der Stadt Wien.	1947	1 vol.
COLOMBIE		
Antioquia, estudio geografico, economico y social.	1948	1 vol.
Primer Censo industrial (Dts de Narino, Santander y Norte de Santander).	1945	3 vol.
DANEMARK		
Accidents de la circulation.	1946	1 vol.
Annuaire statistique.	1948	1 vol.
Écoles primaires.	1942-1946	1 vol.
Impôts sur les immeubles et sur les personnes.	1947-1948	1 vol.
Usines électriques.	1946-1947	1 vol.
ÉGYPTE		
Vital Statistics.	1944	1 vol.
ESPAGNE		
Estadistica de Propietarios de fincas rusticas. (Prov. de Santa-Cruz de Tenerife).	1947	1 vol.
ÉTATS-UNIS		
Census Publications. Catalog and subject Guide.	Janvier-juin 1948.	1 fasc.
Data on Profits and Operations incl. Surplus :		
Parts VI and VII.	1945-1946	2 vol.
Part II.	1946-1947	1 vol.
FINLANDE		
Commerce extérieur.	1947	1 vol.
Trafic postal et télégraphique.	1947	1 vol.
INDE		
Census of India (West Bengal) : tables based on a Sample.	1941	1 fasc.
INTERNATIONAL		
Annuaire international de Législation agricole.	1946	1 vol.
LUXEMBOURG		
Recensement de la population (premiers résultats).	Décembre 1947	1 vol.
NOUVELLE-ZÉLANDE		
New Zealand Official Yearbook.	1946	1 vol.

Norvège

Assurances de l'État contre les accidents.	1943-1945	1 vol.
Dettes municipales et budgets.	1947	1 vol.
Élections municipales.	1947	1 vol.
Statistiques de la criminalité.	1945-1946	1 vol.
Statistique postale.	1947	1 vol.

Pays-Bas

Septième centenaire de La Haye.	1948	1 vol.

Pologne

Santé publique.	1947	1 fasc.
Statistique de l'éducation.	1945-1946 et 1946-1947	1 vol.

Portugal

Statistique de l'éducation.	1946-1947	1 vol.
Statistique de l'organisation corporative.	1947	1 vol.
Tableaux topographiques et statistiques.	1801	1 vol.

Suède

Exploitation minière.	1947	1 vol.
Exploitation des chemins de fer.	1947	1 vol.
Industrie.	1946	1 vol.
Pêche.	1946	1 vol.
Recensement de la population : enquêtes partielles (tome II, 2e et 3e parties).	1945	2 vol.
Récoltes.	1948	1 vol
Service vétérinaire à l'armée.	1946	1 vol.

Suisse

Bibliographie suisse de statistique et d'économie politique.	1946-1947	1 vol.
Impôt fédéral (3e période) et sacrifice pour la défense (cantons de Bâle-ville, Saint-Gall, Tessin et Vaud).	1945	4 vol.

Tchécoslovaquie

Assemblée nationale constituante : rapports.	1947-1948	2 vol.
Assemblée nationale constituante : comptes rendus.	1947-1948	2 vol.
Budgets des communes, districts et pays.	1948	1 fasc.
Population selon le lieu de séjour en 1945.	1947	1 fasc.

BERGER-LEVRAULT, NANCY. — 15014-2-49. — DÉPÔT LÉGAL : 1er TRIMESTRE 1949